

## DECLARATION DE LA FNEC FP FO CSAA DU 16 JUIN

Mardi 10 juin, Mélanie Grapinet, une assistante d'éducation du collège Françoise Dolto à Nogent (Haute-Marne) est décédée après avoir été poignardée lors d'une fouille de sacs effectuée par les gendarmes aux abords de l'établissement.

La FNEC FP-FO apporte ses sincères condoléances et tout son soutien à la famille et aux proches de cette collègue, ainsi qu'à l'ensemble des personnels et des élèves du collège. Elle partage l'effroi de l'ensemble des personnels et des familles face à cet évènement tragique.

Une fois de plus, un personnel d'éducation vient de trouver la mort en exerçant ses fonctions. Ce drame inacceptable ne peut que confirmer le constat maintes fois répété que la protection de l'École publique et de ses personnels nécessite autre chose que des discours ou des mesures opportunistes ignorant les besoins réels de la population.

Ainsi l'assassinat de notre collègue AED confirme que le « continuum « dissuasion, sanction » » que les ministres Borne et Retailleau appelaient à mettre en place le 26 mars dernier au moyen de « contrôles aléatoires aux abords des établissements scolaires par les forces de sécurité intérieure sous l'autorité des parquets et en relation étroite avec la communauté éducative », n'est pas la réponse appropriée aux conditions dégradées dans lesquelles sont placés nombre de personnels et d'élèves.

La Ministre Me Borne a écrit aux personnels pour les assurer de son « soutien le plus total ».

Soutien le plus total ?

Force est de constater que la Ministre a été beaucoup plus prompte à suspendre et sanctionner notre collègue de Sens qui avait organisé une minute de silence en hommage aux victimes de Gaza qu'à prendre des mesures pour recruter les personnels nécessaires dans une situation qui devient très grave pour les personnels et les élèves.

Force est en effet de constater qu'aujourd'hui l'École manque de tout !

Les écoles, les établissements manquent de personnels. La médecine scolaire est en voie d'extinction. Ainsi, nous nous joignons à la colère des assistants d'éducation qui préviennent depuis des mois « que face à la violence qui monte et aux moyens qui baissent, le pire finira par arriver ».

Nous soutenons tous les personnels qui seront en action ou en grève cette semaine pour obtenir les revendications. Plusieurs motions d'établissements vous sont remontées concernant les besoins en AED, satisfaction de toutes leurs revendications ! Nous exigeons pas une seule suppression de poste d'AED et le respect de leurs missions !

Nous nous joignons à la colère des personnels et de leurs organisations syndicales qui ont manifesté lors de rassemblements devant leur établissement ou devant les préfectures pour exiger la levée de la sanction visant notre collègue, et l'arrêt immédiat des massacres à Gaza. Malgré la répression, malgré la propagande, les travailleurs et les jeunes du monde entier, manifestent inlassablement pour exiger l'arrêt du génocide, pour exiger un cessez-le-feu. Comme fédération de l'enseignement, nous sommes avec nos élèves, nos étudiants et nos collègues qui manifestent leur indignation face aux destructions et aux meurtres d'enfants dans la bande de Gaza.

Nous nous joignons également à la colère des personnels, parents, élus réunis dans le comité national de défense de l'école et des établissements qui sont venus, pour la 3<sup>e</sup> fois, mercredi 11 juin, réclamer les postes, les classes, les moyens pour fonctionner ! Honte à la Ministre qui ne les a pas reçus.

C'est aussi l'abandon des PAS qu'a revendiqué ce comité constatant que l'acte 2 de l'école inclusive fait chaque jour de plus en plus des ravages dans nos établissements scolaires laissant 24 000 élèves sans place en ESMS (1200 en Indre-et-Loire !).

Non à la généralisation des PAS voulus par la ministre illégitime Borne qui veut encore réduire les moyens en contournant les notifications MDPH !

On le sait, l'objectif des PAS est le même partout : faire sortir un maximum d'élèves du champ du handicap et donc baisser le nombre d'élèves notifiés par la MDPH. Un scandale ! C'est pourquoi, nous déposons l'avis suivant :

**« LE CSA-A demande l'abandon des PAS issus de l'acte 2 de l'école inclusive dans notre académie »**

Ils participent du démantèlement de l'enseignement spécialisé et des ESMS, et, ils subtilisent des moyens sur la carte scolaire par la création de coordonnateurs PAS.

Des écoles aux universités, les personnels ne veulent pas d'une surenchère de mesures répressives contre les élèves dont ils ont la charge, mais le respect de leurs statuts, l'annulation des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires.

Vous-même reconnaissez Monsieur le Recteur, l'ampleur des manques de remplaçants notamment en Lettres dans une interview à la République du Centre du 12 juin. Vous indiquez dès lors vouloir lever un tabou, et annoncez un groupe de travail dont le but est « d'émettre des propositions sans limite ».

Merci pour l'information, mais que signifie « sans limites » ? si cela consiste à remettre en cause le statut comme dans l'académie de Dijon pour proposer à n'importe quel enseignant de prendre des classes en Lettres, c'est non. De même si ce n'est pas pour recruter des professeurs qualifiés en nombre, et bien rémunérés, ce qui veut dire rompre totalement avec la politique actuelle.

A ce titre, aussi, nous nous élevons avec force à nouveau contre la perte de 10% de salaire en arrêt maladie, mesure qui stigmatisera particulièrement nos collègues fonctionnaires enceintes. Belle façon de lutter contre les discriminations homme femme. Nous demandons l'annulation de cette mesure et l'abrogation du jour de carence. Nous avons le droit d'être malades sans être sanctionnés !

Face à un gouvernement Macron Bayrou illégitime qui préfère continuer à armer Israël tout en envisageant sérieusement d'engager la France dans un conflit contre l'Iran, face à un gouvernement qui prévoit un budget de guerre de 400 milliards d'euros tout en disant qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires afin de trouver 40 milliards d'euros d'économies, notre Fédération, avec les personnels, les parents appelle à participer à toutes les manifestations pour le cessez le feu, l'arrêt du génocide à Gaza, et appelle demain mardi 17 juin tous ceux qui le pourront à manifester devant le Ministère ou ailleurs, à faire grève pour obtenir la levée de la sanction pour notre collègue de Sens.